

**Séance ordinaire du  
mardi 26 mars 2024**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Valorisation des énergies renouvelables - Étude de faisabilité d'un réseau technique de chaleur et de rafraîchissement pour le collège Rimbaud et le futur groupe scolaire - Convention de mandat entre Hérault Énergie, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé le 11 octobre 2022 son plan de sobriété et d'accélération de la transition énergétique du patrimoine communal, afin de réduire les consommations d'énergie, de développer les énergies renouvelables et de baisser les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire et son propre patrimoine immobilier.

Hérault Énergies, le Département de l'Hérault et l'ADEME ont signé en 2016 un contrat territorial d'objectifs de développement des énergies renouvelables thermiques (bois, solaire et géothermie), baptisé « *HERable* ». Dans le cadre de ce partenariat, Hérault Énergies accompagne les maîtres d'ouvrage tout au long de leurs opérations, de la prise de décision jusqu'à la mise en œuvre des projets.

Fort du succès commun du projet de création d'une chaufferie bois alimentant le collège des Aiguerelles et le Groupe Scolaire Charles-Dickens – Anne-Frank, la Ville et le Département de l'Hérault souhaitent réaliser avec Hérault Énergies un projet encore plus ambitieux à l'occasion de la création du groupe scolaire Arthur-Rimbaud et de la réhabilitation du collège Arthur-Rimbaud.

En effet, ce futur groupe scolaire sera construit sur les parcelles voisines au collège. La date prévisionnelle de livraison du groupe scolaire est septembre 2027. La mutualisation de la production de chauffage et de rafraîchissement avec le collège présente un premier intérêt de par la faible distance entre les deux établissements. Par ailleurs, la chaufferie actuelle du collège Arthur-Rimbaud, localisée à proximité du futur groupe scolaire rue du Pilory, la disponibilité autour de la chaufferie du collège permettant d'envisager un deuxième local technique, ainsi que les travaux d'aménagement de la cour du collège, programmés par le Département, favorisent la création d'un réseau technique.

C'est dans ce contexte que les deux collectivités maitres d'ouvrage, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, donnent mandat à Hérault Énergies pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'une production mutualisée de chauffage et de rafraîchissement à sources d'énergies renouvelables, y compris en prospectant la géothermie, et de son réseau technique pour alimenter le collège Arthur-Rimbaud et le futur groupe scolaire Rimbaud situé rue du Pilory. Ce projet constitue un exemple de coopération entre deux collectivités, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, pour l'intérêt général.

Hérault Energies, dans le cadre de ses compétences, assurera, en tant que mandataire pour le compte de la Ville de Montpellier et du Département de l'Hérault, la réalisation de cette étude de faisabilité et le test de réponse thermique avec géomodélisation. Le montant total des études est estimé à 48 000 € TTC (40 000 € HT).

Le plan de financement prévu pour les études est le suivant :

- Subvention ADEME : 32 000 € ;
- Ville de Montpellier : 8 960 € TTC.
- Département de l'Hérault : 8 960 € TTC.

La rémunération du mandataire Hérault Energies est de 4% du montant des études réalisées, elle est donc estimée à 800 € HT pour la Ville de Montpellier.

Cela nécessite la signature d'une convention de mandat entre Hérault Energie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de mandat entre Hérault Energie, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier, le plan de financement de l'étude de faisabilité et test de réponse thermique avec géomodélisation ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 avril 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 avril 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention etude de faisabilite - Rimbaud.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240326-262980-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/04/24  
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## CONVENTION DE MANDAT N° 2024-ENRT-02-ET

**Pour la réalisation étude de faisabilité d'un réseau technique de chaleur et de rafraîchissement pour le collège et futur groupe scolaire Rimbaud situé rue du Pilory et test de réponse thermique avec géomodelisation**

**Collectivités Maîtres d'ouvrage : Ville de Montpellier – Conseil Départemental de l'Hérault**

**Mandataire : Syndicat Hérault Energies**

**Site concerné : Collège et futur groupe scolaire Rimbaud situé rue du Pilory**

### **Entre**

Le syndicat mixte d'énergies du département de l'Hérault (HERAULT ENERGIES), représenté par sa Présidente en exercice, Madame Audrey IMBERT, agissant en vertu des délibérations n°CS55 du 15 juillet 2021 et n°CS81 du 21 octobre 2022, faisant éllection de domicile 33 avenue JB. Salvaing et J. Schneider 34120 Pézenas,

Ci-après désigné « HERAULT ENERGIES »

### **D'une part**

### **Et**

La ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2020 faisant éllection de domicile à 1 Place Georges Frêche, 34267 Montpellier.

Ci-après désignée « LA VILLE »

### **Et**

Le Conseil Départemental de l'Hérault, représenté par Monsieur Kléber MESQUIDA, en sa qualité de Président, habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération n° CP/060421/G/1 du 6 avril 2021.

Ci-après désignée « LE CONSEIL DEPARTEMENTAL »

### **D'autre part**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu les statuts d'Hérault Energies et notamment l'article 3-6-2,*

*Vu le code de la commande publique et notamment les articles L2422-5 et suivants*

*Vu la délibération d'Hérault Energies en date du ..... autorisant la Présidente à signer la future convention de mandat en vue de la réalisation des études,*

*Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier en date du ..... approuvant le plan de financement et autorisant le Maire à signer la future convention de mandat en vue de la réalisation des études*

*Vu la délibération du Conseil Départemental de l'Hérault en date du ..... approuvant le plan de financement et autorisant le Président à signer la future convention de mandat en vue de la réalisation des études*

## **Préambule :**

Hérault Energies, le Département de l'Hérault et l'ADEME ont signé en 2016 un contrat territorial d'objectifs de développement des ENR Thermiques baptisé « HERable », ce contrat est reconduit pour 3 ans supplémentaires à partir de juin 2021. Dans le cadre de ce partenariat, Hérault Energies doit notamment accompagner les maîtres d'ouvrages tout au long de leurs opérations, de la prise de décision jusqu'à la mise en œuvre des projets.

La Ville de Montpellier et le Conseil Départemental de l'Hérault ont sollicité Hérault Energies, afin que celui-ci, dans le cadre de ses compétences, réalise pour le compte des deux collectivités une étude de faisabilité d'une production mutualisée de chauffage et de rafraîchissement à sources d'énergies renouvelables et son réseau technique alimentant le collège Rimbaud et le futur groupe scolaire Rimbaud. Cette étude sera éventuellement suivie d'une tranche optionnelle : la réalisation d'un test de réponse thermique (TRT) avec géomodélisation.

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

Par délibérations mentionnées ci-dessus les collectivités ont décidé de réaliser une étude de faisabilité sur le territoire de la ville et plus particulièrement sur les futurs bâtiments du groupe scolaire Rimbaud situé rue du Pilory (ville) et Collège Rimbaud (département), pour une production mutualisée de chauffage et de rafraîchissement et la création d'un réseau technique alimentant ces 2 établissements.

Pour ce faire, une prestation de maîtrise d'œuvre doit être menée afin de définir précisément les besoins, le dimensionnement et l'implantation de ce système, les différents scénarios possibles et l'enveloppe financière. Celle-ci pourra être suivie des travaux d'installation conformément aux volontés des collectivités concernées (une nouvelle convention serait alors établie).

La présente convention a pour objet, conformément aux articles L2422-5 et suivants du code de la commande publique, de confier à HERAULT ENERGIES, qui l'accepte, le soin de réaliser cette opération, au nom et pour le compte des deux collectivités Maître d'ouvrage dans les conditions fixées ci-après.

### **ARTICLE 2 – PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – DELAIS**

#### **2.1 l'opération est constituée de deux tranches**

##### **2.1.1 La Tranche FERME : Etude de faisabilité**

###### **Contenu de l'étude :**

L'étude sera confiée à un prestataire développant les compétences nécessaires.

Cette étude se décomposera comme suit :

- Etablir un état des lieux - Définir et valider les besoins
- Définir et valider les améliorations ou optimisations pouvant être faites pour diminuer les besoins énergétiques du ou des bâtiments
- Comparer et étudier la faisabilité technique et économique d'un projet d'implantation d'une production mixte de chaleur et de rafraîchissement en étudiant différentes sources d'approvisionnement en énergies renouvelables :
  - Sondes géothermiques, y compris le réseau technique,
  - Bois énergie et groupe froid, y compris le réseau technique,
  - Pompe à chaleur air/eau réversible, y compris le réseau technique, en solution de référence.

Au terme de l'étude de faisabilité, et au vu du coût global de l'opération les collectivités valideront par courrier l'affermissement de la tranche conditionnelle.

##### **2.1.2 La Tranche CONDITIONNELLE : Etudes spécifiques**

L'exécution de cette tranche est soumise à la décision d'acceptation unilatérale des cosignataires de ladite convention par courrier simple.

###### **Contenu de l'étude :**

L'étude sera confiée à un prestataire développant les compétences nécessaires.

Les études complémentaires nécessaires se décomposeront comme suit (exemple : étude de sol, solidité structure) :

- Test de réponse thermique avec géomodélisation

## **2.2 L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est de 32 000 € HT, soit 38 400 € TTC.**

HERAULT ENERGIES s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définie qu'il accepte. Dans le cas où, au cours de la mission, les collectivités estimeraient nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que Hérault Energies puisse mettre en œuvre ces modifications.

## **2.3 Délais :**

HERAULT ENERGIES a pour objectif la réalisation des études au plus tard fin du **2<sup>ème</sup> semestre 2024**.

La convention prend effet à compter de sa notification. A partir de cette date, Hérault Energies succède à la Commune de Montpellier et au conseil départemental dans ses droits et obligations vis-à-vis des tiers pour l'exécution des missions qui lui sont confiées par le présent mandat. Elle prendra fin par la remise de l'ouvrage (études) aux Collectivités.

## **ARTICLE 3 – FINANCEMENT – MODALITES DE PAIEMENT**

### **3.1 Plan de financement**

#### **3.1.1 Plan de financement prévisionnel : Tranche Ferme**

Le plan de financement prévisionnel s'établit ainsi :

Détail de l'opération	Coût estimatif de l'opération		Subventions prévisionnelles récupérées par Hérault Energies
	HT	TTC	80 % du HT hors rémunération HERAULT ENERGIES
Etude de faisabilité	12 000 €	14 400 €	9 600 €
Frais de mandat (évalué à 4%)	480 €	576 €	
<b>TOTAL</b>	<b>12 480 €</b>	<b>14 976 €</b>	

La clé de répartition des charges s'établit ainsi pour la tranche ferme : **50% pour la Commune de Montpellier et 50% pour le Conseil Départemental.**

	Montpellier	Conseil Départemental
Dépense totale à inscrire par la collectivité à son budget	<b>2 688 € TTC</b>	<b>2 688 € TTC</b>

La participation financière du Département et de la Commune seront réévaluées à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif de l'opération tel qu'il résultera des différents décomptes généraux définitifs des marchés

publics et en application de la clé de répartition des charges précisées précédemment. Jusqu'à 15% de modification à la hausse de la part résiduelle, celle-ci sera appliquée automatiquement au Département et à la commune. **Au-delà de 15% d'augmentation, Hérault Energies proposera un avenant à la présente convention**

**Le total des subventions ne pourra être supérieur à 80 % du montant HT de l'assiette éligible de l'opération.**

### 3.1.2 Plan de financement prévisionnel : Tranche conditionnelle

**Le plan de financement prévisionnel s'établit ainsi :**

Détail de l'opération	Coût estimatif de l'opération		Subventions prévisionnelles récupérées par Hérault Energies
	HT	TTC	80 % du HT hors rémunération HERAULT ENERGIES
Etudes spécifiques	28 000 €	33 600 €	22 400 €
Frais de mandat (évalué à 4%)	1 120 €	1 344 €	
<b>TOTAL</b>	<b>29 120 €</b>	<b>34 944 €</b>	

**La clé de répartition des charges s'établit ainsi pour la tranche conditionnelle : 50% pour la Commune de Montpellier et 50% pour le Conseil Départemental.**

	Montpellier	Conseil Départemental
Dépense totale à inscrire par la collectivité à son budget	6 272 € TTC	6 272 € TTC

**La clé de répartition des charges de la tranche ferme et de la tranche conditionnelle s'établit ainsi : 50% pour la Commune de Montpellier et 50% pour le Conseil Départemental.**

	Montpellier	Conseil Départemental
Dépense totale à inscrire par la collectivité à son budget	8 960 € TTC	8 960 € TTC

La participation financière du Département et de la Commune seront réévaluées à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif de l'opération tel qu'il résultera des différents décomptes généraux définitifs des marchés publics et en application de la clé de répartition des charges précisées précédemment. Jusqu'à 15% de modification à la hausse de la part résiduelle, celle-ci sera appliquée automatiquement au Département et à la commune. **Au-delà de 15% d'augmentation, Hérault Energies proposera un avenant à la présente convention**

**Le total des subventions ne pourra être supérieur à 80 % du montant HT de l'assiette éligible de l'opération.**

**Dans le cas où les études seraient suivies de travaux, Hérault Energies proposera une nouvelle convention de MOAD.**

### **3.2 Modalités de paiement**

Hérault énergies est chargé d'organiser la consultation des entreprises et à ce titre règle la totalité des dépenses au prestataire.

La ville de Montpellier et le Conseil Départemental régleront leur participation réelle en fonction des factures, après facturation des études réellement réalisées. Ainsi, cette participation est estimée à 8 960 €TTC chacun (17 920 € TTC au total) si l'étude de faisabilité se poursuit sur un TRT avec géomodélisation. Dans le cas où seule l'étude de faisabilité serait réalisée, la participation estimée s'élèverait à 2 688 €TTC chacun (5 376 €TTC au total).

Les paiements sont effectués dans un délai maximal de 30 jours calendaires suivant la date de réception des justificatifs.

**Les factures justificatives sont émises en euros et exprimées toutes taxes comprises. Il est convenu que la collectivité récupèrera directement la TVA sur la part des dépenses qui auront été réalisée pour son compte et qui lui seront facturées.**

### **ARTICLE 4 – PERSONNE HABILITEE A ENGAGER HERAULT ENERGIES**

Pour l'exécution des missions confiées à Hérault énergies, celui-ci sera représenté par sa Présidente ou son représentant, qui sera seule habilitée à engager la responsabilité d'Hérault énergies pour l'exécution de la présente convention.

### **ARTICLE 5 – CONTENU DE LA MISSION D'HERAULT ENERGIES**

La mission d'HERAULT ENERGIES porte sur les éléments suivants :

- 1) Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera réalisé,
- 2) Montage des dossiers de demandes de subventions,
- 3) La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi de son exécution,
- 4) L'approbation des études d'avant-projet et des études de projet du maître d'œuvre,
- 5) La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics de travaux, ainsi que le suivi de leur exécution,
- 6) Le versement de la rémunération du maître d'œuvre et le paiement des marchés publics d'études,
- 7) La réception des études,
- 8) Action en justice,

Et d'une manière générale, tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Les missions confiées se limitent aux opérations de construction selon le

### **ARTICLE 6 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE**

Les Collectivités et leurs agents pourront demander à tout moment à Hérault énergies la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

En fin de mission conformément à l'article 8, HERAULT ENERGIES établira et remettra aux Collectivités un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses accompagnées de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général deviendra définitif après accord des Collectivités et donnera lieu, si nécessaire, à la régularisation du solde des comptes entre les parties dans le délai fixé à l'article 3.2.

### **ARTICLE 7 – CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**



Les Collectivités se réservent le droit d'effectuer à tout moment les contrôles administratifs qu'elles estiment nécessaires. Hérault Energies devra donc laisser libre accès aux Collectivités et à ses agents à tous les dossiers concernant l'opération.

Toutefois les Collectivités ne pourront faire ses observations qu'à HERAULT ENERGIES et en aucun cas aux titulaires des contrats auxquels Hérault énergies est partie.

#### **ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION ET CONSTAT D'ACHEVEMENT**

La mission d'Hérault Energies prend fin par le quitus délivré par les Collectivités.

Le quitus est délivré à la demande d'Hérault énergies après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des études et levée des réserves de réception,
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques administratifs, relatifs aux études,
- établissement de l'Etat de solde de l'opération et acceptation par les Collectivités.

Les Collectivités doivent notifier leur décision à Hérault énergies dans les quatre mois suivant la réception de la demande de quitus.

Le défaut de décision des Collectivités dans ce délai vaut constatation par le mandant que Hérault Energies a satisfait à toutes ses obligations.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre Hérault Energies et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, Hérault Energies est tenu de poursuivre les procédures engagées par ses soins.

#### **ARTICLE 9 – CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE**

Hérault Energies en qualité de mandataire pourra agir en justice, aussi bien en tant que demandeur que défendeur, pour le compte des Collectivités jusqu'à l'achèvement de sa mission.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges, le mandataire sera tenu de remettre aux Collectivités maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que ce dernier puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Après quitus délivré par les Collectivités, l'ensemble des actions en justice sont du ressort des Collectivités maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION**

La convention prend effet à compter de sa signature par chacune des parties et prend fin à la remise du/des document(s) final/finaux et règlement du solde de sa participation par la ville de Montpellier et le Conseil Départemental.

A cet effet il est prévu que l'étude couvre une période maximum de 12 mois.

#### **ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

La résiliation de la convention peut être prononcée, par l'une ou l'autre des parties, pour une des raisons suivantes :

- Motif d'intérêt général,
- Manquement grave, par l'une ou l'autre des parties, à l'une des obligations consenties au titre de la convention.

#### **ARTICLE 12 – PROPRIETE DE L'ETUDE**

La ville de Montpellier et le Conseil Départemental sont propriétaires des études réalisées dans le cadre de la présente convention. Hérault Energies s'engage à transmettre à la ville de Montpellier et le Conseil Départemental une copie des rendus dans leur version papier et numérique.

#### **ARTICLE 13 – LITIGES**

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention. Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis aux tribunaux de Montpellier compétents.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à PEZENAS, le

Pour HERAULT ENERGIES

La Présidente, Conseillère  
Départementale du canton  
de Mèze

André IMBERT

Pour la Ville de Montpellier

Le Maire,

Michaël DELAFOSSE

Pour le Conseil Départemental de l'Hérault

Le Président,

Kléber MESQUIDA